



Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille

Distr. générale
27 janvier 2012
Français
Original: anglais

Réunion des États parties

Compte rendu analytique de la 5^e séance

Tenue au Siège, à New York, le jeudi 8 décembre 2011, à 10 heures

Président par intérim : M. Mokhiber (Représentant du Secrétaire général)

Président : M. Apakan (Turquie)

Sommaire

Ouverture de la Réunion par le représentant du Secrétaire général

Élection du Président

Adoption de l'ordre du jour

Élection des autres membres du Bureau de la Réunion

Élection de sept membres du Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille

Clôture de la Réunion

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

11-62911X (F)



La séance est ouverte à 10 h 20

Ouverture de la réunion par le Secrétaire général

1. **Le Président par intérim**, prenant la parole en qualité de représentant du secrétaire général dit que depuis la quatrième Réunion tenue en 2009, le nombre d'États parties à la Convention est passé de 42 à 45 avec l'accession du Guyana, de Saint-Vincent-et-les Grenadines et du Bangladesh. On ne peut que se féliciter de cette augmentation mais le nombre limité d'États qui ont ratifié la Convention ou y ont accédé reste le défi le plus significatif que doit relever le Comité qui est chargé d'assurer la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille. Le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (ACNUDH) a continué de saisir des occasions telles que la célébration annuelle de la Journée internationale des Migrants le 18 décembre en vue d'encourager de nouvelles ratifications de la Convention. Le Président par intérim a noté avec satisfaction que de nombreux États parties s'employaient activement à promouvoir la Convention.

2. Le Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille a jusqu'à présent tenu 15 sessions. Au cours de ses sessions de 2010 et 2011 il a examiné six rapports initiaux et deux deuxièmes rapports périodiques et a adopté des conclusions et des recommandations visant à une application effective de la Convention au niveau national. De même, en 2010, le Comité a adopté son observation générale n° 1 sur les travailleurs domestiques migrants, et à sa quinzième session en septembre 2011, a entamé la rédaction de sa deuxième observation générale sur les droits des travailleurs migrants en situation irrégulière et des membres de leur famille.

3. En vue de réduire le surcroît de travail que constitue pour les États parties la présentation de rapports et pour améliorer ses propres méthodes de travail, le Comité a adopté une nouvelle procédure facultative qui consiste en l'élaboration d'une liste de questions préalablement à la date de soumission du rapport. La réponse des États parties tiendra lieu de rapport au Comité. Ce dernier a décidé en outre d'examiner les rapports des États parties selon un calendrier d'ensemble, de manière à passer en revue tous les États parties à la Convention au cours d'un cycle quinquennal de présentation des rapports, conformément au paragraphe 1 b) de l'article 73 de la

Convention. Il en résulte que le Comité examinera un total de neuf États parties par an à compter de 2014, ce qui demandera des réunions supplémentaires.

4. Le processus de renforcement des organes de suivi des traités est entré dans une phase décisive à la suite de la Réunion finale avec les présidents des organes de suivi des traités à Dublin les 10 et 11 novembre 2011. Le document final issu de cette Réunion, Dublin II, contient un ensemble de recommandations visant les membres des organes de suivi des traités. Les États parties sont encouragés à désigner, dans des conditions d'ouverture et de transparence, des candidats dont les compétences sont avérées. Le statut de membre doit être limité à deux mandats complets et les États doivent s'abstenir de proposer des candidats qui sont actuellement de hautes personnalités de l'État exerçant des fonctions qui pourraient présenter un conflit d'intérêt. En 2012, à l'issue de nouvelles consultations, le Haut Commissaire établira une synthèse des propositions soumises par les différentes parties prenantes.

Élection du Président

5. **M. Roman-Mokey** (Pérou) propose la candidature de M. Apakan (Turquie) au poste de Président de la Réunion.

6. *M. Apakan (Turquie) est élu Président par acclamation.*

7. *M. Apakan (Turquie) prend la présidence.*

Adoption de l'ordre du jour (CMW/SP/10)

8. *L'ordre du jour est adopté.*

9. **Le Président** appelle l'attention sur les articles 2 et 3 du règlement intérieur (CMW/SP/3). L'article 2 stipule que les pouvoirs des représentants et le nom des membres des délégations sont communiqués au Secrétaire général au moins une semaine avant la date prévue pour l'ouverture de la Réunion, et que ces pouvoirs émanent soit du Chef de l'État ou du chef du gouvernement, soit du Ministre des affaires étrangères. N'ayant pas encore reçu les pouvoirs en bonne et due forme de certains États parties représentés à la Réunion, le Président suggère que, conformément à l'article 3, les représentants desdits États soient autorisés à participer à la Réunion à titre provisoire, et les invite à remettre leurs pouvoirs dans les meilleurs délais.

10. *Il en est ainsi décidé.*

Élection des autres membres du Bureau de la Réunion

11. *M. Wolfe (Jamaïque) est élu Vice-président par acclamation.*

Élection de sept membres du Comité sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille (CMW/SP/11 et Add.1)

12. **Le Président** invite la Réunion à élire sept membres du Comité en remplacement de ceux dont les mandats expireront le 31 décembre 2011, conformément aux dispositions des paragraphes 1 à 5 de l'article 72 de la Convention. Des notices biographiques sur les sept candidats désignés par les États parties figurent dans le document CMW/SP/11. La candidature d'un candidat supplémentaire présenté par le Gouvernement du Mexique (CMW/SP/11/Add.1) a été retirée.

13. *À l'invitation du Président, M^{me} Chambers (Jamaïque) et M. Tarbah (Libye) assument les fonctions de scrutateurs.*

14. *Il est procédé au vote au scrutin secret.*

Nombres de bulletins déposés : 43

Nombre de bulletins valables : 43

Nombre de bulletins votants : 43

Majorité requise : 22

Nombre de voix recueillies :

M. Carrión Mena (Équateur) 41

M^{me} Ladjel (Algérie) 41

M. Nuñez-Melgar Maguina (Pérou) 41

M^{me} Poussi Konsimbo (Burkina Faso) 41

M. El Jamri (Maroc) 39

M. Taghizade (Azerbaïdjan) 39

M. El-Borai (Égypte) 36

15. *Ayant obtenu la majorité requise, M. Carrión Mena (Équateur), El-Borai (Égypte), M. El Jamri (Maroc), M^{me} Ladjel (Algérie), M. Nuñez-Melgar Maguina (Pérou), M^{me} Poussi Konsimbo (Burkina Faso) et M. Taghizade (Azerbaïdjan) sont élus membres du comité pour un mandat commençant le 1^{er} janvier 2012.*

Clôture de la Réunion

16. **Le Président** déclare que la cinquième Réunion des États parties à la Convention est close.

La séance est levée à 11 h 25.